

**ASEAN - Multilatéralisme -  
Discours de M. Jean-Baptiste  
Lemoyne, secrétaire d'État auprès  
du ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à l'occasion du  
50e anniversaire de la création de  
l'ASEAN**

(Paris, 16 octobre 2017)

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Président de la CCI Paris,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de célébrer aujourd'hui avec vous le cinquantième anniversaire de la création de l'ASEAN.

Depuis 50 ans, l'ASEAN a accompli un parcours exceptionnel, pour devenir aujourd'hui l'une des zones les plus dynamiques au monde, riche de sa diversité géographique, culturelle, linguistique, sociétale, religieuse.

L'ASEAN est un partenaire majeur pour la France et pour l'Europe. L'ASEAN est d'abord une alliée indispensable pour la défense d'un monde qui ne soit pas régi par des logiques de puissances mais par la coopération internationale, par le multilatéralisme et l'intégration régionale. Un monde aussi dans lequel nous puissions, l'ASEAN, la France, l'Europe, garder notre capacité d'agir librement, en indépendance, pour prendre des initiatives et pour élargir le champ des possibles. L'ASEAN et l'Union européenne, qui comptent ensemble plus d'un milliard d'habitants, sont véritablement deux organisations soeurs.

Cet attachement commun à une logique de coopération et d'intégration, il se vérifie bien sûr sur le plan économique. La France est convaincue que le libre-échange est une chance pour la croissance et le développement, à condition qu'il repose sur une répartition équilibrée de ses bénéfices, y compris à l'intérieur de nos propres sociétés, et qu'il soit fondé sur la réciprocité, l'équité et le respect des règles. À cet égard, les projets d'accords de libre-échange entre l'UE et

plusieurs pays de l'ASEAN offrent de nouvelles perspectives. La France soutient ces négociations depuis leur origine. Elle soutient la signature dans les meilleurs délais des textes agréés avec Singapour et le Vietnam. Elle appuie les négociations engagées avec l'Indonésie il y a un an. Des discussions sont également en cours avec la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande.

L'ASEAN, en créant en décembre 2015 sa «Communauté économique» a franchi une étape importante vers un renforcement de l'intégration économique, financière et réglementaire entre ses membres. Cette décision renforcera l'attractivité de votre région et l'avancement de vos échanges avec l'Union européenne et avec la France. L'ASEAN est d'ores et déjà le deuxième partenaire économique de la France en Asie et nos échanges commerciaux sont en pleine expansion. La conférence organisée ce matin avec le MEDEF international illustre le très fort intérêt des entreprises françaises pour l'ASEAN. 1500 entreprises françaises sont implantées en Asie du Sud-Est. Les flux touristiques sont en pleine expansion : la France, qui est la première destination mondiale, a accueilli l'an dernier 600.000 visiteurs d'Asie du Sud-Est. Elle est évidemment prête à en recevoir davantage.

Notre attachement commun à la coopération internationale et au multilatéralisme est aussi fondamental pour répondre aux défis globaux auxquels nous devons faire face. Sur le plan sécuritaire, je pense à la lutte contre le terrorisme, qui frappe en Europe comme en Asie du Sud-Est. Même si Daech recule au Moyen-Orient, grâce à l'action de la coalition internationale, l'organisation terroriste se propage et le retour de combattants terroristes du Moyen-Orient est un risque que nos deux régions doivent affronter. Nous devons continuer à lutter ensemble contre la radicalisation et contre tous les trafics qui alimentent les groupes terroristes. De façon plus générale, la France a d'ailleurs engagé des coopérations de défense importantes avec ses partenaires de l'ASEAN, qu'elle souhaite poursuivre, y compris à travers son souhait de se rapprocher de l'ASEAN Defense Ministers Meeting (ADMM+).

Je pense aussi au défi global du changement climatique, auquel l'ASEAN, en raison de sa géographie, est particulièrement exposée. La France demeure fortement engagée pour répondre à cette urgence notamment par ses efforts pour préserver et garantir la meilleure réalisation possible de l'Accord de Paris sur le climat. À cet égard, comme vous le savez, la France organisera le 12 décembre prochain, avec le Secrétaire général des Nations unies et la Banque mondiale, un sommet pour faire un point d'étape et prendre de nouvelles actions pour le climat, en particulier sur la question des financements.

Enfin, le multilatéralisme c'est le respect du droit international, ressource fondamentale et nécessaire pour garantir un ordre mondial stable et pacifique. Parmi les règles qui y figurent, il y a le droit de la mer, la libre circulation, c'est la raison pour laquelle la France, qui est présente dans l'Océan Pacifique, exerce régulièrement son droit de passage en mer de Chine du Sud, en lien étroit avec ses alliés européens, parce que nous voulons justement que ces principes puissent être préservés. Le droit international, ce sont aussi nos engagements en matière de droits de l'Homme et la conscience aigüe que l'héritage reçu de ceux qui ont permis l'adoption de la Déclaration internationale des droits de l'Homme en 1948, nous oblige. À cet égard, la situation de la population Rohingya en Birmanie est particulièrement préoccupante. L'appel par l'ASEAN à l'arrêt des violences et à la mise en oeuvre des recommandations de la Commission présidée par Kofi Annan est très important, tout comme la mobilisation de l'ASEAN sur le plan humanitaire pour aider les populations en Birmanie et pour accueillir les réfugiés.

La France et l'ASEAN sont d'autant plus appelées à incarner l'importance et la nécessité de fonder l'ordre international sur la coopération qu'elles sont liées par des relations privilégiées et historiques. La France a en effet une relation ancienne avec l'Asie du Sud-Est. Elle remonte au XVI<sup>e</sup> siècle avec l'arrivée de premiers navigateurs français dans le cadre du commerce des épices. Depuis lors, des liens humains et culturels très denses se sont développés. Le nombre important de Français résidant en Asie du Sud-est, la première communauté française d'Asie avec 53.000 inscrits, en est une parfaite illustration. La vivacité de la francophonie, dont vous pouvez témoigner vous-même Monsieur le Secrétaire général, est aussi particulièrement significative. Ces liens historiques et humains sont à la base de notre coopération culturelle, universitaire, scientifique que nous souhaitons approfondir par des programmations dynamiques et en développant encore davantage notre interaction avec les programmes de l'ASEAN. Je citerai par exemple l'Université franco-vietnamienne des Sciences et Technologies de Hanoï (USTH) au Vietnam ou encore l'installation de l'ESSEC à Singapour. Nous souhaitons accueillir davantage d'étudiants d'Asie du sud-est en France qui sont aujourd'hui un peu plus de 10.000 alors qu'environ 400.000 personnes étudient le français dans l'ASEAN.

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames, Messieurs,

Comme vous le voyez, les relations entre la France, l'Europe, et l'ASEAN sont d'une grande richesse. En cette année du 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'ASEAN et du 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome, les enjeux du développement de ces relations sont très importants. Ensemble, nous devons faire en sorte que l'avenir de notre monde appartienne au dialogue, à la coopération et à la prospérité partagée./.